
Les banlieues identitaires

Claude Liauzu

En octobre 1983, un petit groupe de jeunes — beurs, fils de harkis, Algériens, Français dits de souche, garçons et filles, ainsi qu'un prêtre — entamaient une marche de Marseille à Paris qu'ils croyaient être leur An Zéro. Moins de dix ans plus tard, la somme et le reste, les limites de ce mouvement apparaissent dans un entretien de Khaled Kelkal avec un sociologue¹. La comparaison de ce texte avec le journal de *La Marche* rédigé par Bouzid², l'analyse des représentations médiatiques des événements de 1983 et 1995, permettent de réfléchir aux variations des rapports entre les jeunes issus de l'immigration et la société française. Khaled Kelkal qui, à 10 ans, vibrait sans doute au récit des acteurs de la traversée de la France profonde, est allé au bout de son voyage, tué après une cavale terroriste à quelques kilomètres de son territoire de Vaulx-en-Velin. Comment expliquer cette rupture entre une partie des enfants des banlieues et la France? Peut-on évaluer les risques d'affrontements ethniques, de développement d'un terrorisme islamiste et de poussées xénophobes?

Le mot *beur*, que Khaled Kelkal répudie, même s'il n'a jamais fait l'unanimité — à Lyon en particulier où l'association JALB (Jeunes Arabes de Lyon et Banlieue) le contestait — a été emblématique de la génération des années 1980. Apparue avec elle, au même moment que le mouvement *hip-hop*, il rend compte d'un phénomène nouveau, sans précédent dans l'histoire de l'immigration en France, qu'on a appelé la

Hiver 1995-1996

deuxième génération.

En effet, à la différence des Etats-Unis où l'école de Chicago, par exemple, raisonnait en termes de générations, le discours politique et scientifique français a longtemps ignoré cette notion. On ne l'a jamais utilisé à propos de l'immigration italienne, espagnole ou portugaise. Certains spécialistes, au demeurant, se sont inquiétés de cette propension à employer un terme, à la fois flou et lourd de conséquences, au risque d'ethniciser le problème de l'immigration.

Ils se réfèrent ainsi au modèle français, selon lequel les étrangers et leurs descendants assimilent les valeurs et les codes de leur nouvelle cité par l'école, l'entreprise et le mouvement social, avant que la naturalisation, ou le *jus soli* pour leurs enfants, ne parachèvent ce travail. La tradition française a donc privilégié l'homogénéité culturelle, à l'encontre des schémas anglo-saxons fondés, eux, sur la pluralité. Ce modèle républicain reprend l'idée force qui a présidé à l'émancipation des juifs en 1791: tous les droits en tant qu'individu, aucun en tant que communauté. Au pays de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il est évident que Dieu n'a rien à faire dans ces questions. Les racines, par contre, comptent beaucoup, et au cours du XIXème siècle les exigences préalables à l'acquisition de la nationalité s'alourdissent.

S'intégrer, c'est effectuer un long stage de francisation considéré comme nécessaire pour pallier l'absence d'ancêtres communs. Fin ethnographe, Bouzid appelle les Français de souche, les "*gens du terroir*". En soulignant les difficultés actuelles, on oublie souvent que le système n'a pas fonctionné sans à-coups, que notre société a connu des crises xénophobes, dont trois très graves durant le dernier siècle: celles des années 1880 et des années 1930-1940, et celle d'aujourd'hui, qui dure depuis plus de vingt ans, si on en marque le début avec les attentats anti-arabes de 1973 ou la fermeture des frontières en 1974.

Vêpres marseillaises de 1881 où les Italiens sont pourchassés, tuerie d'Aigues-Mortes en 1893 contre les Italiens encore, manifestations étudiantes contre les avocats et médecins juifs allemands dans les années 1930, hantise de la cinquième colonne à la veille de la Seconde Guerre, suppression des naturalisations par Vichy, etc... jalonnent les poussées xénophobes. Ces attitudes ont largement débordé les rangs de l'extrême-droite nationaliste et fasciste pour atteindre, à certains moments, une grande partie de l'opinion. Afin de comprendre ces tensions, il faut considérer que la politique française de l'immigration a savamment joué de l'attraction mais aussi de la ségrégation et de l'exclusion. Ainsi, les ouvriers étrangers sont restés écartés des bureaux syndicaux et des conseils de prud'hommes pendant longtemps, et le mouvement ouvrier aura toujours oscillé entre internationalisme et protectionnisme ou préférence nationale. Si la CGTU et le parti communiste ont parfois adopté des positions plus radicales de solidarité avec les étrangers que celles des socialistes, c'est dans certaines rares circonstances, dans les années 1920 et pendant la Résistance. Le rôle des réfugiés juifs, arméniens, espagnols, italiens, etc. dans la lutte anti-nazie n'est entré, avec l'Affiche Rouge, dans la légende du mouvement ouvrier qu'après une longue amnésie dont a été victime la Main-d'Oeuvre Immigrée (MOI),

après une durable occultation par l'histoire "sainte" de l'appareil communiste, mais aussi par l'histoire universitaire et scolaire.

Surtout, si le syndicalisme et les partis de gauche ont été des vecteurs d'une intégration dont témoignent les noms de nombreux dirigeants dans le sud-est et le nord ou au plan national, si une convergence a pu se réaliser dans la participation aux combats contre le fascisme, si les républicains antifranquistes et les *fuorusciti* sont entrés dans l'imaginaire démocratique français, tout cela n'a pas d'équivalent pour les Maghrébins.

En qualifiant son père de "*chair à usine*", Bouzid en dit assez le statut dégradé. L'immigration coloniale n'a pas assimilé les éléments de la culture ouvrière militante comme l'ont fait les immigrations européennes et, dans la classe ouvrière française, l'anticolonialisme n'a certes pas été l'attitude dominante. Les aspirations nationales des Algériens ont toujours été contradictoires avec le ralliement à la France, y compris sous les couleurs de la gauche. Alors que dans les départements d'Algérie, les Européens étrangers et les juifs indigènes ont été massivement naturalisés par les lois de 1871 et 1889, seuls les musulmans — car c'est bien cette qualité qui explique leur sort — sont demeurés des sujets, des colonisés. La réforme du Code de la nationalité de 1993, quelles qu'en aient été les intentions, est venue confirmer dans les banlieues la conviction que les musulmans algériens n'ont jamais pu être des citoyens comme les autres.

Le tour de la France qu'ont effectué les jeunes beurs en 1983 n'avait donc rien de celui qu'ont accompli les héros lorrains de nos anciens manuels scolaires. Ce n'est pas une nation toute donnée qu'ils découvrent ou qu'ils cherchent, c'est presque l'inverse: ils demandent à en être reconnus autant qu'à la connaître.

Avortement d'un mouvement social

Leur marche a paru amorcer un mouvement social fondé sur une *convergence* — le mot sera repris pour désigner une nouvelle traversée de la France en 1984 — entre jeunes issus de l'immigration et la gauche. La réception des marcheurs à l'Élysée, après la loi du 9 octobre 1981 étendant le droit d'association de 1901 aux étrangers et la promesse de participation aux élections municipales en sont des manifestations.

Pour la première fois dans l'histoire de France semblent alors se réunir les conditions d'une mobilisation autonome des migrants et des beurs. Luttés des foyers Sonacotra, grèves de l'automobile de 1982 et 1983, multiplication des radios libres, création de SOS Racisme en 1985, concerts géants marquent cette mobilisation. Elle rencontre le mouvement des lycéens et étudiants en 1986, et la mort de Malik Oussekinne amplifie la protestation contre la droite. C'est le temps des "potes" black, blanc, beur, des musiques de toutes les couleurs, de la revendication à la fois de l'égalité et de la différence.

Tout cela s'est délité rapidement et, aujourd'hui, ce sont surtout les

Hiver 1995-1996

retombées et la dislocation de ce potentiel qu'il faut expliquer. On ne peut ignorer le poids des jeux politiques qui ont traité, à droite comme à gauche, jusqu'au sommet de l'Etat, le problème dit de l'immigration comme un marché électoral. A un tel jeu, les courants xénophobes n'ont cessé de prendre l'avantage. Les élections de 1983, celles de Dreux ayant valeur de symbole, et toutes les consultations qui ont suivi, font ressortir un "effet Le Pen". La banalisation du racisme est devenue un fait de société majeur. De sondage en sondage, la plupart des Français trouvent qu'il y a trop d'Arabes et de musulmans en France, que les conflits entre immigrés et nationaux menacent de se généraliser, que les ghettos à l'américaine de nos banlieues sont autant de corps étrangers.

Ces phénomènes d'opinion sont d'autant plus redoutables que la réalité et l'imaginaire s'enchevêtrent, que l'événement procède du fantasme ou même que le fantasme précède et prépare l'événement³. On sait assez que la société française montre de profondes réticences à accepter la pluralité qui est contraire aussi bien à la tradition assimilationniste républicaine qu'à la tradition nationaliste.

Sans doute, le cosmopolitisme a-t-il progressé dans certaines catégories inscrites au cœur de la modernité du monde, et il est évident que la jeunesse y est de plain-pied. Mais on sait que cette idéologie, qui est parfois présentée comme l'idéologie dominante de notre époque, achoppe sur des tendances contraires, sur les replis identitaires, sur des nationalismes ou des appartenances ethniques apparemment archaïques mais réactivés. Pour rendre compte de la crise actuelle, il faut aussi tenir compte de la perception des cultures des migrants comme des cultures non européennes, des cultures différentes de l'héritage gréco-latin ou judéo-chrétien. Au détour de certains chapitres de son *Histoire de l'Europe*, Jean-Baptiste Duroselle ne souligne-t-il pas que les Sarrasins ont été les seuls envahisseurs à ne pas se convertir et que les immigrés des Trente Glorieuses n'ont pas fourni d'apport culturel à l'édifice communautaire⁴?

Peut-être, le pluralisme ambiant dans les années 1980 a-t-il été, à l'instar du mouvement des minorités aux Etats-Unis dans les années 70, la revendication d'une "beurgeoisie" aspirant à asseoir son statut sur des fonctions de médiation, d'une nouvelle génération cherchant à se faire une place dans la cité, derrière le drapeau multicolore. Quand Harlem Désir affirme que blacks, blancs, beurs sont des enfants de Montaigne, Lavilliers, Touré Kunda ou Renaud, il parle plus des candidats à l'intégration dans les classes moyennes que des exclus des cités. Ces derniers pouvaient-ils trouver des perspectives dans ce patchwork?

La courbe descendante de SOS Racisme l'aura montré: le scintillement des feux de la rampe ne peut tenir lieu d'idée mobilisatrice et de programme, l'art de la médiatisation ne supplée pas à l'absence de travail militant. Cette intégration des étrangers que le mouvement ouvrier avait partiellement réussie à travers un siècle de combats, en participant à la culture du travail tout en contestant le capitalisme, n'a pu se faire sur le nouveau terrain où la question sociale s'est déplacée, celui de la ville, et dans une situation de crise et de mutation sociale, de "fin de la société industrielle".

Pour François Dubet⁵, le comportement des jeunes en galère, leur réponse à l'exclusion s'effectue par des explosions de "rage", de haine, de violence sans but précis ou par la délinquance. Peut-être, depuis cette enquête, la situation s'est-elle aggravée et voit-on s'affirmer certains traits propices à la constitution de bandes organisées et à la formation de cultures déviantes comme dans les rues américaines. C'est ce que montreraient certains exemples. Dans le même sens, il est évident que la criminalité juvénile — voire enfantine — augmente, que l'économie clandestine fournit des revenus non négligeables, que des rapports maffieux tendent à prendre corps.

On ne peut douter que les populations immigrées et les jeunes issus de l'immigration se soient intégrés, mais intégrés dans une société qui se défait, celle des secteurs et régions industrielles sinistrés, des quartiers difficiles, des barres de HLM délaissées, celle où le chômage des jeunes atteint 50%. Cette France n'est pas la douce France de la chanson: à la stigmatisation sociale — celle qui frappait dans le Paris du XIX^{ème} siècle les classes dangereuses⁶ — s'ajoute une stigmatisation ethnique. Car l'ethnicisation, la récréation continue de traits ethniques, tient à une dialectique sociale plus qu'à la transmission des cultures d'origine⁷.

Dès lors, les affrontements urbains qui se multiplient ne sont pas le pire, car ils peuvent être, comme c'était le cas pour les "harkis"⁸ dans l'été 1994, des négociations collectives par l'émeute, et donc porter des éléments d'un mouvement social. Selon une autre interprétation, beaucoup moins optimiste, l'exclusion est le sort inéluctable d'une partie de la société, et l'*underclass* qui en résulte, frappée d'anomie ou vouée à la déréliction n'a de commun avec la société globale que le culte de la consommation.

Problèmes d'identité et islamisme

Mais on touche là à des questions mal connues. Il en est de même pour les problèmes identitaires qui ont été longtemps ignorés par les sciences sociales françaises.

Lors de la Marche de 1983, Bouzid se définissait comme Arabe, se référant ainsi à une appartenance nationale. A travers quel itinéraire Khaled Kelkal s'est-il converti à l'islam et quelle est la signification de cette identification culturelle et religieuse? De casse en procès et condamnations, c'est en prison qu'il redécouvre ses marques. "*Avant, je ne savais pas écrire, lire l'arabe. Je suis arrivé en prison, je me suis dit: "Il ne faut pas que je perde mon temps." Il y avait un frère musulman avec nous. Il faut que j'apprenne l'arabe. J'ai appris l'arabe. En une semaine, je savais lire... A partir de là, j'ai repris la religion*". Elle lui apporte une réponse à ce qu'il ressent comme une incompatibilité entre les éducations familiale et scolaire, entre ses valeurs d'origine et celles de la société française. Ce qu'elle apporte aussi, c'est la chaleur de la fraternité. A Vaulx-en-Velin et dans les banlieues, dit Khaled Kelkal, il

Hiver 1995-1996

n'y a pas d'association, ou plutôt il n'y a pas de jeunes dans les associations. *“La seule association dont on a entendu parler, c'est la mosquée... C'est eux qui viennent jusque dans notre quartier, qui nous parlent”*. Ils viennent, ils parlent et ils proposent des cours de langue, des sports et la prière. Ils brisent ce mur qui enferme la banlieue et la coupe de la ville. De même que l'appartenance à la fratrie, à la bande, mais à une tout autre échelle, l'appartenance à l'islam comble le vide des villes de grande solitude. *“Moi, je vois un musulman dans la rue: Salam aleikoum! Il me regarde avec un grand sourire, on s'arrête et on discute. C'est la reconnaissance d'autrui, on est frères, même si on ne se connaît pas”*.

Dans quelle mesure ce cheminement est-il représentatif? Certes pas de la majorité des jeunes beurs, ni de la famille de Khaled Kelkal, de ses sœurs qui ont “réussi”, comme il le souligne. Mais les éléments dont nous disposons sont contradictoires. L'enquête sur les générations issues de l'immigration, menée par Michèle Tribalat, conclut à *“une indifférence religieuse égale à celle des autres Français du même âge”* de la part de 70% des hommes et 60% des femmes⁹. Selon elle, l'indifférentisme religieux serait ainsi la chose la plus répandue. D'autres chercheurs insistent au contraire, sur les mille et une mosquées de nos banlieues, sur la reconquête spirituelle de l'islam, sur sa progression chez les jeunes.

Ce qui est certain, c'est la hantise, dans l'opinion française, d'une cinquième colonne, qui ne serait plus rouge ou noire, comme entre les deux guerres, mais verte; d'un islam qui, comme celui des Sarrasins, serait antinomique de la culture européenne.

Dominique Schnapper s'inquiète de l'aptitude des immigrés à adhérer à nos valeurs démocratiques. *“On s'interroge à la fois sur leur volonté de participer aux sociétés démocratiques modernes et sur les capacités d'intégration des nations européennes. Deux traits de la tradition musulmane, en particulier, ne rendent-ils pas difficile, voire, selon certains, impossible cette participation? La pratique de l'islam dépasse le seul domaine religieux, la loi religieuse s'impose à tous les aspects de la vie personnelle et sociale, en d'autres termes, le religieux n'est pas séparé du social et du politique, alors que les sociétés modernes sont fondées sur le principe de la laïcité politique. La tradition musulmane fait une place particulière aux femmes, alors que l'égalité de tous, hommes et femmes, est un principe et une passion des démocraties modernes”*¹⁰. L'éminent orientaliste, Bernard Lewis, insiste dans le même ouvrage sur la difficulté de concevoir un islam adapté à la culture laïque, modernisé, entreprenant un travail d'*aggiornamento*. Il souligne les doutes de la théologie musulmane sur le caractère licite d'une présence hors du *dar al Islam* dans le *dar al Harb* (le territoire de la guerre, qui est le monde non converti), sur la possibilité de rester fidèle au message du Prophète dans une situation minoritaire.

Il est certain que les sociétés du sud méditerranéen — à la différence des sociétés européennes — n'ont pas de tradition très ancienne d'émigration, puisque les départs vers l'Europe s'amorcent en Algérie au début du siècle et ne deviennent massifs qu'après la Seconde Guerre

mondiale pour le Maghreb. Il est certain aussi que cette émigration a été perçue par les immigrés comme temporaire, et que ce caractère temporaire a laissé en suspens nombre de problèmes du culte et de la foi musulmane. Désormais, avec l'enracinement qui est l'aboutissement de tout cycle migratoire, l'islam est devenu une nouvelle religion en Europe et la "seconde religion en France". Sans analyser ici les différentes politiques des Etats en la matière, on connaît les difficultés qu'ils éprouvent face à un phénomène récent et imprévu, à certains aspects de l'islam concernant le droit des personnes. Il n'est pas surprenant que les rapports les plus épineux le soient avec la laïcité française.

Notre tradition anticléricale n'explique cependant pas tout, et on ne saurait là encore ignorer le contentieux de la colonisation. Celle-ci est intervenue de manière complexe, en apparaissant comme un prolongement des Croisades et en incitant la France, "grande puissance musulmane", à se soumettre l'islam ou à le contrôler étroitement. C'est ainsi qu'en Algérie, après avoir spolié les biens religieux de main-morte, les biens *habous*, qui fournissaient les ressources des mosquées et institutions pieuses, l'administration française a assuré — chichement — l'entretien du culte. Cette hérésie doctrinale et ce piètre réalisme politique n'ont pas empêché l'islam d'être le sanctuaire de l'identité algérienne. La chronique de la Grande Mosquée de Paris fourmille de péripéties qui montrent l'embarras de l'Etat français à l'égard de l'islam. Aujourd'hui encore, la question de la mise en place d'une instance représentative des croyants n'est toujours pas résolue. Paradoxalement, la menace islamiste n'incite pas le pouvoir actuel à instaurer une règle du jeu démocratique.

De fait, l'islamisme qui a opéré la reconquête d'une partie de la jeunesse à la dérive, fournit une rationalisation manichéenne du monde dont l'entretien publié par *Le Monde* donne nombre d'exemples. Car l'islam des frères prêcheurs est un islam de la pauvreté culturelle. Le chiisme est une invention des juifs, "*le christianisme est une fausse religion parce que tous les ans vous avez une nouvelle version de la Bible*". Devenir Français, ce serait manger du porc. L'Occident, c'est le lieu où l'on fume, où l'on "baise sa femme" devant ses parents, où la famille regarde même les films porno en commun! Cet Occident inaccessible et méprisé est cependant un pôle de référence, et ce sont un savant japonais et un chercheur de la NASA qui prouvent la véracité du message du Prophète.

On a confirmation, depuis les récents attentats, que de petits groupes terroristes ont pu être constitués et manipulés par des centres extérieurs, embrigadés dans les forces d'un *djihad* sur la base de ce discours.

Mais réduire le terrorisme à l'islamisme, ce serait ignorer les conséquences de la colonisation, la crise sociale et le jeu de miroir entre la xénophobie et la haine. Ce serait se dispenser d'une recherche sans complaisance sur la dialectique et la spirale ascendante des conflits interethniques, qui se nourrissent aussi bien des conséquences de la guerre du Golfe que de tel ou tel incident avec la police, ou qui peuvent se déclencher à partir de faits divers apparemment minimes, tant les imaginaires se montrent les dents.

On l'a oublié, mais la Marche de 1983 a fait l'économie d'affrontements et peut-être d'un passage à l'acte terroriste. Elle avait été placée sous le signe de la non violence comme réponse à des attentats racistes, une réponse n'émanant pas seulement des immigrés mais aussi du "peuple de gauche". "*Il fallait cette Marche pour désamorcer la bombe de rage qui nichait en moi et dont la minuterie était d'ailleurs déclenchée. Je m'en aperçois aujourd'hui: devant les meurtres en série — 48 en dix-huit mois — frappant les immigrés, j'étais en instance de terrorisme*"¹¹.

Ce livre, qui n'a pas été assez lu, prouve que la banlieue, la zone, ne sont pas condamnées au pire. Il rappelle qu'il n'y a pas de problème de l'immigration, il n'y a pas non plus de problème du terrorisme intégriste en soi, mais des problèmes posés à la société française par une part d'elle-même. Celle-ci acceptera-t-elle de payer le prix politique d'une lutte contre l'exclusion?

Faute de cette solution, les thèses comme celle de la guerre des cultures, qui voient dans l'islam un anti-Occident, alimenteraient un racisme contre les peuples des tiers mondes et les migrants. En face, le discours du *djihad* trouverait aussi un terrain propice chez les laissés-pour-compte de l'Occident.

Claude Liauzu est professeur à l'université de Paris VII.

¹ Publié dans *Le Monde* du 7 octobre 1995.

² *La Marche. Traversée de la France profonde*. Sindbad, 1984.

³ C'est ce que souligne Azouz Begag dans *Le Monde* du 14 octobre 1995, quand il écrit que "le contentieux" entre les jeunes Arabes des cités et la société française pourrait aboutir... à une confrontation ethnique de nature simpsonienne, où les faits auraient perdu toute signification au profit des circonstances.

⁴ J. B. Duroselle, *L'Europe, histoire de ses peuples*, Perrin, 1990.

⁵ *La galère. Jeunes en survie*, Fayard, 1987.

⁶ Cf. L. Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXème siècle*, Plon, 1958.

⁷ Cf. O. Zunz, "Genèse du pluralisme américain", *Annales ESC*, 1981, n°2, pp. 429-444.

⁸ Il est remarquable que, s'agissant d'adultes fils, voire petits-fils de harkis, on les désigne encore comme harkis eux-mêmes, ou fils de harkis!

⁹ Michèle Tribalat a coordonné ce rapport présenté en avril 1995, en même temps que l'INSEE publiait une série de données statistiques dans *Insee Première* en mars. Cf. aussi *Faire France*, La Découverte Essais, 1995, qui reprend les éléments de l'enquête, pp. 91 sq.

¹⁰ Bernard Lewis et Dominique Schnapper, *Musulmans en Europe*, Actes Sud, 1992, p. 181.

¹¹ Bouzid, *op. cit.*